

**PROCHE-ORIENT
DÉNUCLÉARISÉ**

Obama refuse qu'Israël soit «singularisé»

Barack Obama a averti mardi soir que montrer Israël du doigt à cause de son programme nucléaire - dont l'Etat hébreu n'a jamais admis l'existence - pourrait miner la tenue de la conférence internationale pour un Proche-Orient dénucléarisé prévue en 2012.

Le président américain a lancé son avertissement via un communiqué qui abordait ses entretiens avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche mardi soir.

« Le président a tenu à souligner que la conférence pourrait seulement avoir lieu si tous les pays se sentent assez en confiance pour y participer », a expliqué la présidence dans un communiqué. Il a également averti que « toute tentative de stigmatiser Israël rendra improbables les perspectives d'une telle conférence ».

La tenue de la conférence sur un Proche-Orient dénucléarisé avait été annoncée en mai lors de la conférence de suivi du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) aux Nations unies à New York. Les Israéliens n'ont jamais reconnu disposer de l'arme atomique et refusent d'adhérer au TNP.

Lors de la conférence de suivi, les participants avaient adopté une déclaration finale affirmant qu'il importe qu'Israël « adhère au traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties globales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (Aiea) ».

Israël avait protesté, affirmant être « la seule véritable démocratie au Proche-Orient et le seul pays menacé d'anéantissement ». Au sortir de ses entretiens avec M. Netanyahu mardi, Barack Obama a dit avoir assuré le chef du gouvernement israélien que la politique américaine en matière de prolifération nucléaire au Proche-Orient n'« a pas changé ».

« Nous sommes intimement convaincus que, vu sa taille, son histoire, la région dans laquelle il se trouve, et les menaces auxquelles il doit faire face, Israël a des obligations exceptionnelles en matière de sécurité », a dit M. Obama.

ALORS QUE LE CAMP DU PRÉSIDENT ATTAQUE LA PRESSE AUX «MÉTHODES FASCISTES»

Sarkozy est pressé de s'expliquer

LES REBONDISSEMENTS se sont succédé dans le scandale « Woerth-Bettencourt » avec l'annonce, hier, que la justice cherche à vérifier des allégations de financement politique illégal.

Le camp du président français Nicolas Sarkozy, éclaboussé directement par le scandale politico-fiscal Bettencourt, mettant en cause son ministre du Travail, contre-attaquait, hier, en accusant la gauche de faire le jeu de l'extrême droite et la presse de « méthodes fascistes ». Devant les rebondissements qui se succèdent et l'annonce, hier, que la justice cherche à vérifier des allégations de financement politique illégal, Nicolas Sarkozy est pressé de s'expliquer. Il pourrait s'exprimer le 13 juillet sur ce feuilleton qui affaiblit chaque jour un peu plus le gouvernement et est devenu une affaire d'Etat explosive. « On ne peut pas botter en touche. Il faut que le président de la République dise la vérité », a demandé la patronne du Parti socialiste Martine Aubry alors que le centriste, François Bayrou, a jugé qu'il y avait « urgence pour le président à s'exprimer » car on a maintenant « une crise morale et politique ». Mis en cause pour ses liens avec l'une des premières fortunes de France, Liliane Bettencourt, le ministre du Travail Eric Woerth est accusé par l'ex-comptable de la milliardaire d'avoir reçu, en tant que trésorier du parti majoritaire UMP, 150 000 euros en liquide en mars 2007 pour financer la campagne de Nicolas Sarkozy. Dans une interview au site Mediapart, celle-ci a assuré lundi que M. Sarkozy avait reçu également des « enveloppes » d'argent par le passé de la part de la famille Bettencourt, héritière du



Sarkozy a de quoi s'inquiéter devant le délitement de son pouvoir

groupe de cosmétiques l'Oréal. C'est sur ce site d'information, spécialisé dans l'investigation, et sur une partie de la presse que les proches de Nicolas Sarkozy ont concentré, hier, une partie de leurs attaques. « Quand certains médias, notamment un site qui utilise des méthodes fascistes à partir d'écoutes qui sont totalement illégales (...), mais dans quel monde on est, dans quel monde on est! », s'est

exclamé le chef du parti présidentiel l'UMP, Xavier Bertrand, une accusation reprise dans une forme plus modérée par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi. Devant ces attaques, le journaliste Edwy Plenel, fondateur de Mediapart, a annoncé hier le dépôt d'une plainte en diffamation contre les responsables de l'UMP. « Nous allons saisir la justice, c'est un propos diffamatoire », a-t-il dit.

« Le journalisme, c'est l'honneur de la démocratie, la calomnie est de l'autre côté », a-t-il ajouté sur la radio France Info. Mediapart est à l'origine de toute l'affaire par la publication, le mois dernier, d'enregistrements pirates de conversations entre Liliane Bettencourt et son conseiller financier, qui ont révélé la possibilité de fraude fiscale et ses liens avec le pouvoir actuel, notamment avec Eric Woerth.

La justice a ouvert une enquête sur les éventuels dons en argent liquide évoqués par l'ex-employée des Bettencourt, selon une source judiciaire hier.

La police qui l'a entendue, cherche maintenant à confirmer ces affirmations. Pour une partie de la presse française, comme le quotidien *Sud-Ouest*, « désormais c'est tout simplement l'avenir du quinquennat (mandat de cinq ans) et le destin de Nicolas Sarkozy » qui se jouent alors que, confronté à une succession de scandales, le chef de l'Etat a déjà sacrifié dimanche deux ministres de second plan, suspects d'utilisation abusive des deniers publics. Sans répondre sur le fond du dossier, la droite accuse aussi l'opposition de faire le jeu de l'extrême droite, prompt à entonner le refrain populiste du « tous pourris ». « Excités par l'odeur du sang » pour le ministre de l'immigration Eric Besson, les socialistes « prennent la responsabilité de mettre des pétales de fleurs sur le lit de l'extrême droite », a dénoncé le ministre du Budget François Baroin.

PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

Obama veut des négociations directes de paix d'ici trois mois

LE PRÉSIDENT de l'Autorité palestinienne a, toutefois, réagi en estimant que des progrès étaient nécessaires avant de passer à des négociations de paix directes.

Le président Barack Obama a appelé, mardi soir, à une reprise des négociations de paix directes d'ici à la fin septembre entre Palestiniens et Israël lors d'un entretien à la Maison Blanche avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu auquel il a renouvelé sa confiance. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a toutefois réagi en estimant que des progrès étaient nécessaires avant de passer à des négociations de paix directes.

« La direction palestinienne attend des réponses sur les frontières et la sécurité pour savoir si elle doit engager des négociations directes », a déclaré son porte-parole Nabil Abou Roudeina. M. Obama a souhaité que ces négociations directes soient lancées avant l'expiration, le 26 septembre, du gel provisoire et partiel de la construction dans les colonies juives de Cisjordanie occupée. « Je crois que le Premier ministre Netanyahu veut la paix. Je pense qu'il est prêt à prendre des risques pour la paix », a déclaré M. Obama. Les Palestiniens ont suspendu le dialogue direct en décembre 2008 après l'offensive israélienne contre Gaza. Depuis début mai, des pourparlers indirects ont repris

via le médiateur américain George Mitchell, mais ils n'ont encore débouché sur rien même si Washington a fait état de « progrès ». M. Netanyahu a indiqué qu'il avait eu des « discussions approfondies » avec le président Obama et souligné qu'il était « grand temps » de passer aux discussions directes avec les Palestiniens. Il a ajouté qu'il était prêt à rencontrer à tout moment Mahmoud Abbas, mais les Palestiniens accusent Israël de plomber les négociations via la politique de constructions dans les colonies. M. Obama a dit espérer que l'élan que pourrait créer des négociations directes pourrait rendre la question du gel des constructions moins centrale d'ici septembre. Renouvelant sa confiance envers le dirigeant israélien, le président américain l'a félicité pour l'allègement du blocus de Gaza décrété par Israël. MM. Obama et Netanyahu sont apparus côte à côte lors d'une conférence de presse à l'occasion de laquelle ils se sont serré la main. Ces images tranchent nettement avec la visite effectuée en mars à Washington par M. Netanyahu: la Maison Blanche lui avait alors réservé un accueil glacial après l'annonce par Israël de la construction de 1 600 logements dans un quartier de colonisation

de Jérusalem-Est occupée. Autre dossier évoqué par les deux dirigeants: le nucléaire iranien. « Nous avons l'intention de maintenir la pression sur l'Iran pour qu'il respecte ses engagements internationaux et cesse ses comportements provocateurs qui font (du pays) une menace pour ses voisins et la communauté internationale », a dit M. Obama. M. Netanyahu a appelé à des sanctions « beaucoup plus dures » contre Téhéran. L'Iran a affirmé mardi être prêt à reprendre en septembre les négociations avec les pays du groupe 5+1 sur son programme nucléaire à condition que les objectifs de ce dialogue soient clairement définis au préalable. « Si l'offre de dialogue de l'Iran avec le groupe 5+1 est sérieuse, alors je pense que nous sommes prêts à une rencontre », a réagi un porte-parole du département d'Etat Mark Toner. Quant au programme nucléaire israélien, M. Obama a dit refuser que l'Etat, hébreu soit « singularisé » pour que la conférence sur un Proche-Orient dénucléarisé ait des chances d'avoir lieu comme prévu en 2012. Israël n'a jamais reconnu posséder l'arme atomique, mais M. Obama a reconnu que l'Etat hébreu avait « des obligations exceptionnelles en matière de sécurité ».

POURPARLERS DIRECTS

Les Palestiniens veulent d'abord des progrès

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a estimé que des progrès étaient nécessaires avant de passer à des négociations de paix directes, a indiqué mardi soir son porte-parole.

« Le président Abbas souligne son engagement au respect des ententes (conclues) avec le président américain Barack Obama et insiste sur la nécessité de progrès dans les négociations de proximité sur les principales questions (frontières, sécurité) avant de passer aux négociations directes », a déclaré le porte-parole, Nabil Abou Roudeina.

« La direction palestinienne attend des

réponses sur les frontières et la sécurité pour savoir si elle doit engager des négociations directes », a encore souligné M. Abou Roudeina. Il réagissait aux déclarations du président Obama et du Premier ministre israélien plus tôt mardi à l'occasion d'un entretien à la Maison Blanche. M. Obama avait réclamé que des pourparlers directs aient lieu avant la fin du gel de la construction, dans les colonies juives de Cisjordanie occupée, prévu le 26 septembre. M. Netanyahu a, lui, estimé qu'il était « grand temps » de passer à des négociations directes avec les Palestiniens.

Les Palestiniens ont suspendu le dialogue direct en décembre 2008 après l'offensive israélienne contre Gaza.

Depuis début mai, des discussions ont repris via le médiateur américain George Mitchell, mais elles n'ont débouché sur rien pour le moment même si Washington a fait état de « progrès ».

Un haut responsable palestinien avait affirmé dimanche « n'être au courant ni n'avoir été informé d'aucun progrès ».

« Ils (les Américains) s'efforcent de créer un climat positif pour contribuer à faire de la visite de Netanyahu un succès », avait-il esti-

me sous couvert de l'anonymat. Le président Abbas a déclaré à plusieurs reprises que des progrès substantiels, en particulier sur les frontières et la sécurité, étaient nécessaires pour passer des actuelles discussions indirectes conduites par l'émissaire américain George Mitchell à des « négociations de paix directes ».

Les Palestiniens demandent aussi que leur futur Etat soit basé sur les frontières d'avant la guerre israélo-arabe de juin 1967 (la ligne verte, ou ligne de démarcation datant de 1948), avec comme capitale Jérusalem-Est, occupée par Israël.